

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 29 janvier 2002 à 20 h 30

Convocation du 25.01.2002

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux M. S. Raizin est désigné secrétaire de séance

Ordre du jour

- Projet de révision du POS / rapport du maire
- Site Natura 2000 / secteur de Céüze
- Réflexions tarif cantine scolaire
- Salle multimédia NTCI / demande de subvention
- Questions diverses

Le maire remercie le public fidèle et les nouveaux venus.

En ce début d'année douloureux, il rappelle la fragilité de l'existence, de ce fil tenu qui relie à la vie, qui implique que l'on s'attache à l'essentiel. Une minute de silence est observée à la mémoire de notre ami Bruno Habert, employé communal.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le maire rappelle les différents mode de scrutin concernant le vote des délibérations :

✍ **Scrutin ordinaire :**

Il s'agit du scrutin à main levée ou par assis et levé, l'inscription du nom des votants par suffrage n'est pas prévue.

✍ **Scrutin public :**

Choisi sur la demande du 1/4 des membres présents, permet que le nom des conseillers votants et le sens de leur vote soit inscrit dans la délibération. On procède au vote par appel nominal ou par bulletin nominatif, le secrétaire de séance prend note de chaque vote.

✍ **Scrutin secret :**

Dans ce type de scrutin, les votes sont exprimés sur des bulletins anonymes.

On recourt au scrutin secret chaque fois que le 1/3 des membres présents le demande et de façon

systématique, lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination.

Les précisions étant apportées sur ce point, L'ordre du jour est abordé :

Approbation de la révision du POS :

Le maire remercie M. Meunier pour son étroite collaboration dans la réalisation du document reprenant les différentes conclusions, et qui a été élaboré après concertation en commission d'urbanisme.

M. Meunier donne lecture de l'exposé des motifs, préambule de cette enquête :

☞ Ce document apporte une réponse individualisée à chacune des observations formulées par les administrés, auprès du Commissaire enquêteur

☞ Il reprend l'historique de l'élaboration du POS

☞ Il réaffirme les grandes lignes directrices qui ont conduit à la révision du POS :

☞ engager une politique de développement économique durable en soutenant les activités agricoles, touristiques, agrotouristiques et tertiaires

☞ maîtriser en l'accompagnant, l'évolution démographique afin d'assurer un développement harmonieux entre les différentes activités ainsi que pour maintenir un lien social avec le souci de préserver l'espace rural et la qualité des paysages

☞ donner les moyens de maintenir ou de mettre en oeuvre les services de proximité, une vie associative, des logements économiques garants d'une véritable vitalité du village

☞ assurer la sécurité et faire prendre conscience aux administrés de la nécessité de prendre en compte les risques naturels (terrains instables, chutes de rochers), biologiques (protection des sources, assainissement) et chimiques (épandages, déchets).

☞ prendre conscience de la qualité de la richesse environnementale

Le maire rappelle que ces documents seront adressées aux différents services d'état, puis il donne lecture du projet de délibération ainsi que de son rapport, seules des modifications mineures sont apportées ne modifiant pas l'économie générale du POS.

Les emplacements réservés en matière d'assainissement sont supprimés et il n'y a pas d'ajout de terrains constructibles.

Le maire reprend les conclusions du commissaire enquêteur. V. Fernandez précise que le rapport du CE lui semble bâclé, quelques soient les réclamations, ses remarques sont souvent incohérentes.

J-L Clément demande quelle serait l'implication pour la commune en cas de remise en question du POS ? le maire indique que les POS reportés après avril 2002 deviennent des PLU (plans locaux d'urbanisme) régis par la loi nouvelle loi SRU qui impose des contraintes très particulières

(SCOT) et dessaisit les communes d'un certain nombre de responsabilités.

En conclusion, le maire souligne que le rapport du commissaire enquêteur ne prend pas en compte les éléments qui font la politique de la commune ; le commissaire enquêteur, par manque de rigueur, n'a pas su analyser les situations et n'a pas demandé d'éclaircissements au conseil municipal. Les conseillers, à l'unanimité, approuvent le rapport du maire et avalisent le document présenté.

Vote à main levée pour l'approbation de la révision du POS : 15 pour / adopté à l'unanimité

Natura 2000 :

Le maire rappelle la précédente délibération prise en 1998 pour le projet de Natura 2000 par laquelle la commune insistait sur le maintien de l'activité humaine, touristique et sociale à l'intérieur du périmètre .

Les agriculteurs s'interrogent sur les possibilités qui leur seront offertes dans les zones travaillées ; le périmètre retenu n'inclut qu'un territoire boisé et pâturé. S.Lucszynnski indique que les espèces ont perduré jusqu'à aujourd'hui malgré l'utilisation des terrains et devrait continuer ainsi. Il serait intéressant d' inclure des zones sèches dans les limites de ce site (suivant avis du Conservatoire Botanique de Charance et de la DDAF), l'entretien de ces zones intermédiaires permettant de lutter contre le reboisement spontané de pins noirs.

S.Raizin , Président du SIE, précise que le programme Natura 2000 débloque des fonds pour l'enfouissement de réseaux et insiste pour que la délimitation de la zone comprenne la R.D. 219, bordée de poteaux électriques....

M. Meunier précise que ce projet n'est qu'en phase d'étude, il ne s'agit que de l'approche d'un territoire et de l' étude de ses spécificités.

Le tracé définitif sera étudié en commission environnement avant le 15 février.

A l'unanimité, Le conseil municipal donne pouvoir au maire pour reprendre la délibération.

Cantine scolaire :

A. Gabanou a été sollicitée par deux parents d'élèves, au sujet de la tarification de la cantine, trop élevée pour certaines familles nombreuses.

Une tarification différente pourrait être calculée par rapport au coefficient familial, déterminé par la CAF. Un document de simulation distinguant 4 tarifications est remis aux conseillers.

Certains conseillers estiment que le nombre de demande n'est pas suffisant pour prendre en compte cette requête.

A. Gabanou pense qu'une tarification dégressive pourrait être un argument pour attirer les familles nombreuses à Sigoyer, d'autant que les effectifs de l'école restent préoccupants.

S.Raizin souligne que la cantine est un service public, à charge de la collectivité, qui doit faire partie comme l'école, de nos préoccupations.

S. Duc précise que la collectivité assure déjà le service repas à prix coûtant (4€ depuis le 1.1.2002) ainsi que la garderie qui emploie 2 personnes...pour une utilisation bien aléatoire..

M. Meunier estime que la demande est légitime, qu'il faut l'affiner, l'accompagner d'un règlement contraignant, mais surtout se poser le problème de la prise en charge, car seule une augmentation des impôts pourra compenser la charge.

F Galmiche indique que la mise en place de ces services (cantine et garderie) implique déjà un coût énorme pour la collectivité et que le choix du cadre de vie a un prix que les parents se doivent d'assumer.

V. Fernandez demande que le coût de cette nouvelle tarification soit chiffré, il pense qu'il ne faut pas tenir compte de l'impact physique, mais du service rendu, qu'il faut mettre en place un système responsabilisant.

Le maire rappelle que les parents ne sont pas toujours fiables et prennent des engagements qu'ils ne tiennent pas.

J. Michalinoff pense que, seule une augmentation des impôts pourra supporter une nouvelle tarification, que le système proposé est trop compliqué et que la gestion de la régie de recettes ne s'en trouvera pas simplifiée. Il demande une comparaison avec une commune de même importance qui a conservé 3 classes et non avec une commune de l'importance de Gap (40 000 habitants) qui a d'autres ressources que les contributions directes

Une commission spécifique est créée, composée de S. Luszczynski, S. Raizin; J-M Cornil, V. Fernandez et A. Gabanou.

Salle multimédia NTIC :

Un projet d'équipement de salle multimédia est présenté par V. Fernandez, ce projet serait à développer en relation avec la réfection du presbytère qui prévoit l'aménagement d'une salle destinée à l'informatique, et pourrait être financé à 30 % par la Région et l'Inspection académique. Le coût de l'investissement est de 13 000 € (85 274 fr.). Ce projet pourrait déboucher sur la création d'un emploi intercommunal. S. Duc s'interroge sur la prise en charge du fonctionnement (consommables et main d'oeuvre) 8800 €an (57 724 fr.)? le contribuable...

M. Meunier estime qu'il faut se positionner sur ce projet d'équipement, dans un projet global de façon à ce que la commune puisse bénéficier du "label Nouvelles Techniques Information Communication".

S. Raizin indique qu'il faut regarder l'aspect culturel, ce projet permettrait de développer le télétravail par la location d'un micro dans la salle multimédia, il peut s'agir d'une opportunité pour la création d'emploi.

J. Michalinoff pense qu'il ne faut pas précipiter les choses, de nombreux projets très coûteux étant déjà en cours, il y a lieu d'affiner les besoins et propose de le reporter à une prochaine séance.

Défense des intérêts devant une juridiction :

Le maire expose au conseil que les problèmes de contentieux liés aux autorisations en matière d'utilisation des sols, peuvent donner lieu à des actions en justice, dans ce cas, il demande aux conseillers l'autorisation de prendre toutes dispositions auprès d'un cabinet d'avocats pour défendre les intérêts communaux.

Accepté à l'unanimité .

Acquisition foncière des Guérins :

Le compromis de vente étant à renouveler, une délibération doit être prise en ce sens afin de régulariser la situation auprès du Notaire et des financeurs (Région).

Accepté à l'unanimité.

Questions diverses :

Diverses informations sont apportées par le maire :

- Analyses d'eau conformes
- Nouvelle activité artisanale sur la commune "La dînette" préparation et vente de plats et produits "bio" sur place.
- Courrier de M. Clairet, recherche d'un site pour création d'un parc éolien.
- Courrier du curé de Sigoyer et de la paroisse qui interroge sur l'affectation des locaux du presbytère (sera étudié en commission travaux).
- Intersection voie communale de Bigot et D19 au lieu-dit "maison des cantonniers" : des courriers ont été adressés au Département.
- Trésor public : Départ de M. Croze, remplacé par M. Coussy.
- Journal Officiel du 22.12.2201, création d'une association "La casa" à Sigoyer, objet : aide à l'enfance inadaptée.
- Electrification de la chapelle de St Laurent : peut bénéficier de fonds régionaux pour bâtiments publics ou culturels, restent 15 % à charge du SIE avec participation pour moitié de la commune.
- Convention de mise à disposition du club info net@sigo à l'école

Le maire donne la parole aux conseillers municipaux :

Signalisation :

J. Ligozat renouvelle la demande de certains administrés concernant la signalisation de lieux-dits.

Salle des 2 Céüze :

J-M Cornil souhaiterait pouvoir réclamer des arrhes ou un acompte lors de la location de la salle des fêtes, ce qui éviterait que les éventuels usagers n'informent pas la commune en cas de désistement.

Bancs de l'église :

Certains sont détériorés et pourraient être remis en état par M. Galmiche, artisan.

Il est rappelé que la remise en état du mobilier paroissial n'incombe pas aux communes, mais le devis sera tout de même examiné à la prochaine réunion travaux / bâtiments communaux.

Stores salle des fêtes :

En attente du devis de l'entreprise Arieu-Bonnet

Commune de Manteyer et CCTB :

A. Garcin interpelle le maire sur la position de la Communauté de Communes par rapport à la demande d'adhésion de la commune de Manteyer à cette structure.

Le maire rappelle que l'adhésion a été refusée par les communes membres de la CCTB, que seul le Préfet peut imposer un choix, mais il semble plus opportun que la commune de Manteyer se tourne vers la communauté des 2 Buech, de part sa position géographique et son adhésion à certains services intercommunautaires comme le ramassage des ordures ménagères ou le regroupement pédagogique de la Roche des Arnauds...

La rumeur de rachat de la station par la société Transmontagne qui gère le domaine du Dévoluy et son éventuel développement par l'installation de canons à neige nous oblige à rester très vigilants, notre ressource en eau provenant essentiellement du massif de Céüse ...

La séance est levée à zéro heure vingt minutes.

Le maire remercie le public et les membres présents et invite l'assemblée à boire le verre de l'amitié.

Délibérations du conseil municipal :

- approbation de la révision du POS
- Natura 2000
- contentieux TA
- réhabilitation de la cure
- acquisition foncière du domaine des Guérins
- ouverture de crédits

Lu et approuvé, les conseillers municipaux